

rendit ensuite à Washington en compagnie du ministre des Finances, Douglas Abbott (documents 632 et 635).

Curieusement, la nécessité de rechercher «un arrangement commercial plutôt global avec notre voisin du sud» fut soulignée avec le plus de conviction lors des mornes préparatifs de la visite de Cripps (document 675), quand on prit conscience des difficultés qui s'annonçaient. Le journal de King est une source indispensable pour qui veut reconstituer l'histoire des efforts déployés pour en venir à un accord global avec les États-Unis. King y fait état des progrès rapportés par Abbott (document 645) et retrace l'évolution des négociations jusqu'à ce qu'elles achoppent sur ses appréhensions personnelles (document 647). Cet épisode ne fit rien pour atténuer les tensions entre King et certains de ses collègues, comme Howe, comme aussi de hauts fonctionnaires, y compris Pearson (document 654). Il faut toutefois rappeler que King ne prenait pas seulement en compte les «conseils de l'au-delà» (que toute autre personne verrait comme des coïncidences paraissant confirmer sa décision) mais aussi la controverse qu'avait provoquée dans les journaux canadiens un éditorial du *Life* du 15 mars 1948, «Customs Union with Canada: Canada Needs Us and We Need Canada in a Violently Contracting World» (Union douanière avec le Canada : Le Canada a besoin de nous et nous de lui, dans un monde qui subit une contraction violente). Dans le cadre de ses préparatifs en vue de la réunion qui devait décider du sort du projet d'union douanière, King demanda à Pearson un résumé de la réaction des éditorialistes canadiens à ce ballon d'essai⁸. Et quelle qu'en soit la cause apparente, le recul de King sur cette question fut tout à fait conforme à la prudence politique qui le caractérisait.

D'autres aspects des relations du Canada avec les États-Unis soulevèrent des difficultés sans toutefois être aussi controversées. Ottawa réagit aux menaces que la coopération de défense dans l'Arctique présentait pour la souveraineté canadienne comme seul Ottawa sait le faire — en créant un comité interministériel, le Comité consultatif sur le développement du Nord. Les comptes rendus de ses délibérations (documents 931 à 933) donnent au lecteur une idée des raisons pour lesquelles les décideurs canadiens s'inquiétaient de l'intérêt que les Américains portaient à la défense dans l'Arctique. Pour ce qui est de la coopération canado-américaine dans le secteur de la production et des approvisionnements de défense, il est intéressant de confronter deux démarches de Heeney auprès de Claxton, l'une «officieuse» (document 978) et l'autre, officielle (document 979). Les attitudes et les actions provinciales vinrent parfois compliquer les rapports entre les deux pays, par exemple la réaction qu'on anticipait du Québec en ce qui concerne l'utilisation de soldats noirs par les États-Unis (document 989) et les échanges avec le gouvernement de l'Ontario et le président d'Hydro Ontario au sujet de la dérivation de la rivière Niagara et du Projet de canalisation et d'aménagement hydroélectrique du Saint-Laurent. Mais comme le gouvernement fédéral était lui aussi préoccupé par l'attitude des Américains à l'égard du Canada, on vit naître le «Projet canadien de coopération» avec l'industrie cinématographique américaine, les recettes que cette dernière tirait du Canada la rendant plus ouverte à la persuasion que la radio ou la presse écrite (documents 1040 à 1046).

Les relations bilatérales du Canada avec les autres pays revêtaient moins d'importance. Certes, l'Europe restait un centre d'intérêt et les Canadiens continuaient

⁸Documents de King/J4/vol. 240 : L.B. Pearson, note du 14 avril 1948 (avec pièce jointe).